



**CLIMATE
CHANCE**

SOMMET MONDIAL DES ACTEURS DU CLIMAT
NANTES-FRANCE 26-28 SEPTEMBRE 2016

Compte rendu et propositions des coalitions thématiques Climate Chance - Nantes 2016

Priorités et enjeux communs aux coalitions thématiques de Climate Chance :

A Nantes, les acteurs non-étatiques ont affirmé leur **détermination** à poursuivre le travail au sein des coalitions thématiques multi-acteurs qu'ils avaient initié au Sommet de Lyon, organisé en amont de la COP 21.

Les membres de ces coalitions soulignent qu'avec l'Accord de Paris qui fixe le cap ambitieux attendu par la communauté internationale, ils assument pleinement leur part de **responsabilité** dans la mise en oeuvre des projets qui contribueront à atteindre les objectifs fixés. Ils s'engagent aussi à interagir avec leur gouvernement respectif pour que ceux-ci ré-évaluent, le plus vite possible et dans tous les cas avant 2018, les contributions qu'ils ont déposées avant la COP21 de Paris.

Les membres des coalitions thématiques de manière générale considèrent que pour renforcer leur capacité d'action, ils devront faire vivre leur coalition comme espace **d'échange de bonnes pratiques et d'apprentissage mutuels** entre acteurs de différentes natures - entreprises, collectivités locales, organisations citoyennes, centres de recherche, etc. - et riches d'expériences variées. Tous ces acteurs considèrent qu'il n'y a pas de temps à perdre, et partagent la responsabilité de faire au mieux en valorisant les solutions déjà éprouvées par les uns ou les autres.

Les coalitions réaffirment également, et de manière récurrente, l'urgente nécessité que les **financements alloués à l'action climat** soient **accessibles** à tous les acteurs non étatiques dans le cadre de plan d'action nationaux cohérents et à la hauteur des enjeux, parce que ce sont justement ces acteurs qui agissent concrètement en encourageant des modes de vie, des systèmes de production et de consommation décarbonés et des formes d'organisation des territoires pour réduire les émissions.

Les membres des coalitions soulignent aussi toute la nécessité de travailler sur plusieurs **leviers transversaux** dont l'activation est indispensable à l'émergence de nouveaux modes de prospérité plus justes, plus inclusifs et qui permettent effectivement d'atteindre l'objectif "zéro net émission" à l'horizon 2050 :

- Instaurer des dispositifs de **mesure des impacts** de leurs actions qui soient reconnus par le plus grand nombre pour leur rigueur scientifique et leur fiabilité et leur transparence, parce que la mesure des impacts est indispensable pour renforcer la responsabilité de tous et de chacun.
- Travailler au **renforcement des capacités** de tous les acteurs pour optimiser le passage à l'action et développer les efforts de formation professionnelle pour accompagner les mutations des emplois et des compétences vers les métiers et services de l'économie bas carbone. Les acteurs non étatiques soulignent en particulier l'urgente nécessité de reconsidérer les **contenus des formations** initiales et professionnelles pour que les jeunes apprennent les bases du changement de paradigme qu'impose le passage au monde décarboné.
- Promouvoir les **approches territoriales** pour traiter les enjeux - approvisionnement énergétique à partir des ressources locales, aménagement urbain durable, lutte contre la déforestation, promotion d'une agriculture plus durable, protection du littoral et des océans, développement de l'économie circulaire en adéquation au besoin locaux, etc.. En effet, c'est bien à l'échelle des territoires qu'il est possible de mieux prendre en compte les besoins des populations dans leur diversité et de travailler avec tous les acteurs aux nécessaires changements de pratiques qui permettront de concrétiser les modèles de prospérité bas carbone nécessaires à l'atteinte de l'objectif global de réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre. Enfin, c'est aussi à l'échelle territoriale que la question de l'adaptation pourra être abordée avec l'efficacité nécessaire.
- Faire évoluer, dans tous les domaines, les **critères de financement** en intégrant de nouveaux indicateurs qui privilégient le long terme et les bénéfices sociaux, parce que ces changements de référence permettront de réorienter massivement les flux de financements vers le traitement de l'enjeu climatique et la réponse aux besoins des populations, en particulier les plus vulnérables. Sur ce sujet, toutes les coalitions soutiennent l'idée de donner une valeur économique au carbone pour impulser des changements structurels conduisant à rediriger les investissements vers les solutions bas carbone.

Quelques exemples de propositions thématiques

La coalition **Education, Mobilisation et Sensibilisation** demande que les Etats incluent systématiquement l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) dans leurs contributions volontaires (NDCs), car l'EEDD est encore peu présente dans les feuilles de route nationales alors qu'il est irréaliste d'enclencher une transition écologique ambitieuse sans éducation.

La coalition **Transition énergétique et Emplois**, souhaite mettre l'accent sur le fait d'accorder une priorité d'une part à la formation aux nouveaux métiers liés à l'économie bas carbone, et d'autre part à l'évolution des métiers existants.

Un autre exemple sur ce thème est celui de la coalition **Coopération Décentralisée et Partenariats territoriaux** qui propose d'accompagner le déploiement de la Convention des maires en Afrique et la Convention Globale des Maires, plateformes d'échanges de pratiques entre territoires, en incluant systématiquement la coopération décentralisée notamment comme moyen de renforcement des capacités.

La coalition formée sur le thème de l'**Énergie** soutient que les gouvernements nationaux adoptent des systèmes énergétiques décarbonés et assurent une transition juste vers du 100% énergies renouvelables à l'horizon 2050.

Concernant la **lutte contre la déforestation**, les acteurs soulignent notamment l'importance de faire évoluer le dispositif REDD+ en reconsidérant le principe de compensation qui ne devrait pas permettre le transfert de crédit entre Etats. L'approche territoriale de la déforestation en lien avec les engagements pris par les grandes entreprises pour des approvisionnements zéro-déforestation nécessite d'être encouragée par cette évolution du dispositif REDD+ et par une réflexion plus large sur le partage du coût de pratiques plus responsables.

La coalition **Mobilité et Transports** qui est déjà très engagée dans des projets opérationnels, considère qu'il faut au plus vite favoriser la mise en oeuvre de zones à très faible émission dans les agglomérations - Ultra Low Emission Zones (ULEZ).

Les acteurs de l'**agriculture** se sont eux réunis en Forum pour défendre une stratégie de régénération des sols, et proposent de s'appuyer sur le rôle transformateur de la restauration collective, en particulier les cantines scolaires, qui font également oeuvre de pédagogie sur le changement des modes de consommation alimentaire.

L'économie circulaire, parce qu'elle force les coopérations multi-acteurs à l'échelle des territoires et sur les chaînes de valeur, est un levier puissant pour l'émergence d'écosystèmes territoriaux réduisant les émissions de gaz à effet de serre par l'optimisation des flux de matières et d'énergie. Elle doit être le moteur de la réorganisation des systèmes de production.

En guise de conclusion, les coalitions thématiques qui se sont réunies pour un point d'étape à Nantes, souhaitent travailler à la mise en oeuvre de l'Accord de Paris, dans le cadre de l'Agenda de l'Action et en étroite concertation avec les Championnes du climat. Les coalitions thématiques de Climate Chance sont favorables à ce que le dialogue initié à Nantes concernant l'Agenda de l'Action se poursuive afin d'avancer sur la définition d'un cadre de travail pérenne avec les Championnes du Climat et la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).